**Modèle courrier-type inexécution contractuelle d’une société de ménage**

**Nom de l’entreprise**

**Adresse**

**Paris, le**

***V/ REF :* (Numéro de contrat ou client)**

***Lettre recommandée avec accusé de réception***

**Objet : Mise en demeure**

Madame, Monsieur,

Depuis le *(****date****)*, nous avons conclu un contrat de prestation de service de ménage auprès de votre société pour un montant de *\_\_\_\_\_\_ €* par mois.

**RELATER LES FAITS** (*Exemple : Nous avons constaté que vos employés ne passaient plus au sein de notre cabinet OU Nous avons constaté que le ménage était mal réalisé au sein de notre cabinet, notamment […]).*

Or, nous vous rappelons que le contrat qui nous lie vous oblige à une obligation de résultat, à savoir rendre les locaux dans un état de propreté irréprochable. En l’espèce, comme l’en atteste les photographies ci-joint ainsi que les correspondances précédemment adressées, vous n’effectuez pas/plus le ménage comme cela peut être raisonnablement attendu.

Aussi, nous vous rappelons que l’*article 1103 du Code civil* dispose que « *Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits* ». Vous ne pouvez donc pas vous désengager de notre accord comme bon vous semble.

Par ailleurs, l’*article 1217 du Code civil* permet à la partie lésée de refuser d’exécuter ou suspendre l’exécution de sa propre obligation, soit le paiement de votre prestation, voir même de provoquer la résolution du contrat.

Nous vous informons également qu’en agissant ainsi, vous êtes susceptible d’engager votre responsabilité contractuelle sur le fondement de l’*article 1231-1 du Code civil*. Aussi, nous serions légitimes à réclamer des dommages et intérêts en raison du préjudice subi.

**Aussi, compte tenu de ces éléments, nous vous demandons de bien vouloir exécuter la prestation pour laquelle nous vous payons, SOUS DIZAINE, c’est-à-dire à effectuer le ménage convenablement au sein de notre cabinet, jusqu’à la fin du contrat qui nous lie.**

**A défaut, nous n’hésiterons pas à porter cette affaire sur le plan judiciaire et prendre à votre encontre toutes mesures propres à assurer la sauvegarde de nos droits.**

Vous devez de ce fait considérer cette lettre comme une mise en demeure de nature à faire courir tous délais, intérêts et autres conséquences que la loi – particulièrement l’article 1231-6 du Code Civil - et les tribunaux attachent aux mises en demeure.

Dans cette attente,

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

***Signature***